

Lettre ouverte au Président du Comité de Bassin

Associations membres de FNE en Rhône Méditerranée



- Franche-Comté
- Bourgogne
- Rhône-Alpes
- Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Languedoc-Roussillon
- Corse

Monsieur le Président du Comité de Bassin Rhône Méditerranée,

Le 10^e programme de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse sera soumis à l'avis du Comité de bassin Rhône Méditerranée mi septembre. Les APNE du Bassin Rhône Méditerranée, que nous représentons, alertent sur le fait que le 10^e programme n'est pas à la hauteur des enjeux et que les sujets prioritaires n'ont pas été suffisamment pris en compte.

UN BASSIN ACCUEILLANT... UN BASSIN COMPÉTITIF

Sur près de 130 000 km² de superficie (25% de la France), le bassin Rhône Méditerranée accueille quelques 15 millions d'habitants (22% de la population française) mais est aussi responsable de 25% du PIB de la France tout entière (DOM-TOM compris et malgré le particularisme parisien). Pourquoi 6.5 millions de touristes choisissent chaque année notre bassin ? Pourquoi tant d'hommes et de femmes peuplent-ils ce territoire ? Parce que notre bassin est accueillant. Pourquoi y créent-ils ces richesses ? Parce que notre bassin est compétitif.

Pourquoi notre bassin est-il accueillant ? Parce qu'il offre encore un cadre de vie préservé, des paysages respectés dans une nature dont la part sauvage a été maintenue, parce que l'air, l'eau, le sol, la faune la flore y jouissent encore d'une certaine intégrité.

Pourquoi est-il compétitif ? Parce qu'il a su attirer et maintenir des talents, profiter de ses atouts naturels (dont la disponibilité d'une eau de qualité) et accompagner son tissu industriel dans ses évolutions. Qualité d'accueil et compétitivité sont donc tout particulièrement liés dans notre bassin.

Tout cela n'est pas un acquis mais une question pour l'avenir, pour notre avenir.

Deuxième bassin de métropole à bien des égards, Rhône-Méditerranée est aussi un territoire où les enjeux environnementaux se posent avec une acuité toute particulière, un bassin où les changements climatiques se font déjà sentir plus durement qu'ailleurs, comme par exemple sur le pourtour méditerranéen. Le lien santé – environnement devient chaque jour plus évident dans les esprits mais surtout dans les faits ; les signes du changement climatique se renforcent ; et la reconquête des milieux aquatiques marque le pas face aux habitudes, aux situations acquises, aux développements urbains et à la persistance des pollutions rémanentes (pollutions diffuses, intrants agricoles, métaux, toxiques, et pollutions émergentes : médicaments, perturbateurs endocriniens...).

QUEL 10^E PROGRAMME ?

Face à ces interrogations, que constatons nous ? Quel signal économique ?

Des taux de redevance inférieurs à ceux des autres bassins métropolitains. Un budget déséquilibré entre les catégories d'usagers, des distorsions sans nombre au principe "pollueur - payeur".

Avec de tels signaux économiques à contretemps, ne court-on pas le risque de voir nos industries, notre agriculture s'éloigner de l'excellence environnementale qui constitue pourtant un atout futur de compétitivité ? Ne vont-elles pas passer à côté de sources de développement et surtout de gages de pérennité en s'abstenant d'imaginer des technologies et des techniques propres ?

Au nom des changements climatiques et de l'adaptation, les agriculteurs bénéficieront d'aides pour augmenter les transferts et les réserves d'eau. Alors que les changements climatiques entraînent des variations encore mal estimées des précipitations et donc des régimes hydrologiques, est-ce normal de continuer à prélever lourdement dans les milieux aquatiques, les empêchant de s'adapter au mieux à ces changements ? Est-il raisonnable de continuer à cultiver des variétés nécessitant de l'eau, grâce à une irrigation sans cesse plus utilisatrice d'eau, dans un climat de plus en plus aride ? Peut-on accepter de voir irriguer des productions agricoles, de type méditerranéen,

qui jusqu'à présent ne l'avaient jamais été ?

Au nom de la crise économique, les industriels ont obtenu l'application de taux de redevance trop bas, qui vont conduire à des sous-investissements alors même que les obligations réglementaires vont s'accroître fortement, notamment au plan communautaire.



Quelle solidarité le Comité de Bassin institue-t-il ?

L'accompagnement des collectivités locales s'essouffle, accélérant encore la détérioration du patrimoine communal de l'eau (réseaux d'AEP et d'assainissement) alors même que son état appelle un renouvellement, certes coûteux aujourd'hui ... mais inaccessible demain.

Avec de tels renoncements, ne sommes-nous pas en train d'obérer notre environnement naturel ? D'entraîner des services de l'eau inégaux (certaines collectivités, riches, ayant quelques moyens, versus d'autres, peut être plus rurales, plus défavorisées), des investissements déséquilibrés entre grosses entreprises et PME / PMI plus fragiles ? Allons-nous accepter une telle politique de l'eau à deux vitesses, avec des territoires, des milieux, des hommes surtout, les uns à bonne enseigne, les autres priés de se débrouiller ? Où est passée l'ambition que nous avons perçue lors de l'élaboration du SDAGE de 2009 ? Que devient le principe de solidarité porté jusqu'à présent par l'Agence de l'Eau ?

Dans notre bassin, la question n'est donc pas aujourd'hui de savoir si l'eau va coûter un peu plus ou un peu moins cher pour telle ou telle catégorie d'usagers, mais bien de savoir si l'eau sera demain accessible pour nos activités, en particulier industrielles ou agricoles, saine, pure et disponible dans un cadre naturel préservé pour ses habitants.

CONCLUSION : 5 CHANTIERS PRIORITAIRES

Dans l'immédiat, le 10^e programme ne répond en l'état ni aux besoins, actuels et futurs, de la population et des milieux aquatiques, ni à nos engagements européens, ni même à la pérennité des activités qu'il se propose de préserver.

Nous demandons de revenir à la hauteur des enjeux et de mettre en place une vraie politique de l'eau, forte, ambitieuse, équitable.

Nous demandons d'ouvrir rapidement, en vue de la révision du programme à mi-parcours, les chantiers concernant :

- Les ressources en eau, en incluant économies d'eau, recyclage et réutilisation,
- Le lien santé - environnement et la question des toxiques,
- Les changements climatiques et l'adaptation à ces derniers,
- La réhabilitation des réseaux
- La veille et l'anticipation sur la réglementation européenne.

Les Présidents des Fédérations de FNE représentées au Comité de Bassin Rhône-Méditerranée

Pierre APLINCOURT, Président
URVN-FNE PACA



urvn.pierreaplincourt@gmail.com

Eric FÉRAILLE, Président
UR FRAPNA



eric.feraille@medecine.unige.ch

Annette LAPALUS, Présidente
FNE Franche-Comté



malapalus@sfr.fr

Soutenus par les associations membres de France Nature Environnement dans les régions

Languedoc Roussillon :

ECCLA – Ecologie du Carcassonnais,
des Corbières et du Littoral Audois



maryse.arditi@wanadoo.fr

Corse :

U Levante



U Levante

bureau.ulevante@wanadoo.fr

Copie à

- Mme la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie
- M. le Ministre de l'Economie et des Finances
- M. le Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget
- M. le Président du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau RM&C
- M. Le Directeur de l'Agence de l'Eau RM&C
- M. le Préfet de la Région Rhône-Alpes, coordonateur de bassin Rhône Méditerranée
- M. le Délégué de Bassin, DREAL Rhône-Alpes